



REVUE GABONAISE D'HISTOIRE ET ARCHÉOLOGIE

ISSN 2303-9132

H
I
S
T
A
R
C

Institut de Recherche en Sciences Humaines
LABARC - ODHAIP - LARIHPSA - LARECDYR - GREG
CENAREST

Publication semestrielle



Juin 2023
Numéro 11

REVUE
GABONAISE
D'HISTOIRE ET
ARCHÉOLOGIE

NUMÉRO 11

ISSN: 2303-9132

Réalisation du logo de la revue :
Martial Matoumba

Conception de la couverture et montage du livre :
Martial Matoumba,
Archéologue.
Chercheur à l'IRSH
Libreville, Gabon

Relecture et correction de la revue :
Dr Martial Matoumba,
Dr Robert Edgard Ndong,
Dr Judicaël Etsila.

©Labarcgabon Editions,
Juillet 2023

ISSN 2303-9132

ISBN 978-2-9586921-0-0

EAN 9782958692100

Le code de la propriété intellectuelle n'autorisant aux termes de l'article L. 122-5 (2ème et 3ème a), d'une part que les «copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective» et d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple ou d'illustration, «toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou ses ayants droits ou ayants cause est illicite» (Art. L. 122-4)

Toute représentation, reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement des auteurs ou de leurs ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon.

Revue Gabonaise d'Histoire et Archéologie

Directeur de publication

Alexis Mengue M'Oye,
Professeur Titulaire, CAMES, UOB, Libreville.

Comité scientifique

Hugues Mouckaga,
Professeur Titulaire, CAMES, UOB, Libreville.

Pierre de Marret,
Professeur, Université Libre de Bruxelles.

Wilson Ndombet,
Professeur Titulaire, CAMES, UOB, Libreville.

D. Meyo Me Nkoghe,
Professeur Titulaire, CAMES, ENS, Libreville.

Manuel Gutierrez,
Maître de Conférences, Université Paris 1, Paris.

Jean François Owaye,
Professeur Titulaire, CAMES, UOB, Libreville.

Joachim Goma-Thethet,
Professeur Titulaire, CAMES, UMNG, Brazzaville.

Fabrice Nfoule Mba,
Maître de Recherche, CAMES, CENAREST.

Tonoh Raphaël Bekoin,
Maître de Conférences, CAMES, Université Alasane Ouattara, Bouaké.

Mene Yao Fabrice-Alain Davy
Maître de Conférences, CAMES, Université Alasane Ouattara, Bouaké.

Comité de lecture

Ludovic Obiang,
Directeur de Recherche, CAMES, CENAREST.

Joris Madébé,
Directeur de Recherche, CAMES, CENAREST.

Achille Manfoumbi Mvé,
Maître de Recherche, CAMES, CENAREST.

Émery Etoughé Efé,
Maître de Recherche, CAMES, CENAREST.

Blanchard Makanga,
Maître de Recherche, CAMES, CENAREST.

Rufin Didzambou,
Maître de Conférences, CAMES, ENS, Libreville.

Fidèle Allogho Nkoghe,
Maître de Conférences, CAMES, ENS, Libreville.

Mouhamadou Nissire Sarr,
Maître de Conférences titulaire, Université Cheikh Anta Diop, Dakar.

André Dominique Yapi Yapi,
Maître de Conférences, Université FHB, Abidjan-Cocody.

Clotaire Messi Me Nang,
Maître de Conférences, CAMES, UOB, Libreville.

Serge Mboyi Bongo,
Maître de Conférences, CAMES, UOB, Libreville.

Comité de rédaction

Directeur :

Rufin Didzambou,
Maître de Conférences, ENS, Libreville.

Secrétaires :

Martial Matoumba,
Chargé de Recherche, CAMES, CENAREST.

Robert Edgard Ndong,
Chargé de Recherche, CAMES, CENAREST.

Judicaël Etsila,
Chargé de Recherche, CAMES, CENAREST.

Membres :

Eric-Damien Biyoghe bi Ella,
Chargé de Recherche, CAMES, CENAREST.

Fred-P. Abesselo Mewono,
Chargé de Recherche, CAMES, CENAREST.

Lucien Manokou,

Chargé de Recherche, CAMES, CENAREST.

Hervé Essono Mezui,

Chargé de Recherche, CAMES, CENAREST.

Stéphane Mehyong,

Chargé de Recherche, CAMES, CENAREST.

Yoporeka Somet,

Académie de Nancy-Metz.

Contact

HISTARC

(Revue Gabonaise d'Histoire et
Archéologie)

IRSH/Libreville – Gabon

histarc.irsh@gmail.com

Campus de l'université Omar Bongo

Bâtiment de l'IRSH

Sommaire

Mian Newson Kassy Mathieu Assanvo Perception platonicienne de la médecine diététique de Hérodote de Selymbrie.....	7
Patrick Joël Adjivessode «En Afrique, le roi a droit de vie et de mort sur ses sujets» : contresens et sens d'une affirmation.....	25
Kokou Apegnon Le pays bèdrè (Centre-Togo) du milieu du XVIII ^e siècle à la veille de la conquête coloniale	51
Kassi Pascal Tano Éviction des Africains du secteur forestier (1880-1930) : le début d'une spécialisation sociale du travail en milieu rural en Côte d'Ivoire.....	71
Alain Konan Brou Arthur Verdier : l'action d'un simple négociant rochelais pour la sauvegarde des intérêts français en Côte d'Ivoire durant la période coloniale.....	91
Fabrice Nfoule Mba De la construction d'un modèle de gestion « transthéorique » à partir de l'évolution des fonctions publiques des XIX ^e et XX ^e siècles.....	109
Arnaud Achille Gbènassou Gnidehoue Approche historique du phénomène des enfants placés dans les groupes socioculturels au Bénin : quel regard sur les <i>Omo Odo</i> en milieu yorouba à Porto-Novo (1990-2010) ?.....	133
Prince Nico Tchoudja Migrants du septentrion camerounais et commerce des pattes et queues de bœufs à Yaoundé : incidence sanitaire et environnementale entre 1994 et 2021.....	153
Mamadou Yeo Le projet soja à l'épreuve de la crise sociopolitique en Côte d'Ivoire (2002-2009).....	179

Thierry Hugues Adoubi, Hyacinthe Digbeugby Bley
L'Église catholique en Côte d'Ivoire face aux enjeux de l'élection
présidentielle (2016-2020).....203

Le projet soja à l'épreuve de la crise sociopolitique en Côte d'Ivoire (2002-2009)

Mamadou YEO
Enseignant-Chercheur
Université de San Pedro (Côte d'Ivoire)
mamadou.yeo@usp.edu.ci

Résumé :

La présente réflexion s'intéresse au projet soja, une opération de développement des cultures du soja, du riz et du maïs, initiée dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire à partir de 1979 et interrompue, en septembre 2002, à la faveur du déclenchement de la crise sociopolitique. Elle s'interroge sur les répercussions de la crise de 2002 sur les paysans, les techniciens, la main-d'œuvre, les installations et équipements du projet soja et ce, jusqu'en 2009, année des préparatifs de la relance du projet. La méthodologie élaborée allie approche historique par la recherche documentaire et approche sociologique par l'enquête de terrain. Il en résulte que la crise de 2002 a fait le lit à la cessation des activités du projet soja en suscitant l'exode de plusieurs paysans, techniciens, ouvriers agricoles et le saccage des installations du projet. Au nombre des paysans restés sur place, si certains ont été des victimes impuissantes ou des complices opportunistes, d'autres, par contre, ont fait montre de résilience. À partir de 2004, un effort de réactivation de la direction du projet a été opéré avec des résultats mitigés.

Mots-clés : projet soja, crise, paysan, technicien, Côte d'Ivoire.

The Soy Project Tested by the Socio-Political Crisis in Côte d'Ivoire (2002-2009)

Abstract:

This article looks at the soya project, an operation to develop soya, rice and maize crops, initiated in northwest Côte d'Ivoire in 1979 and interrupted in September 2002 when the socio-political crisis broke out. It examines the repercussions of the 2002 crisis on the soybean project's farmers, technicians, workforce, facilities and equipment, right up to 2009, when preparations were made to relaunch the project. The methodology developed combines a historical approach based on documentary research and a sociological approach based on fieldwork. As a result, the 2002 crisis led to the cessation of soybean project activities, prompting the exodus of many farmers, technicians and agricultural workers, and the ransacking of project facilities. While some of the remaining farmers were powerless victims or opportunistic accomplices, others showed resilience. From 2004 onwards, an effort was made to reactivate the project management, with mixed results.

Keywords: soybean project, crisis, peasant, technician, Côte d'Ivoire.



Introduction

Les discours dominants sur les groupes et mobilisations armés en Afrique ont évolué au fil du temps, allant de l'accent mis sur les niveaux d'extrêmes violences, en particulier en ce qui concerne le viol comme arme de guerre (J. Verweijen, 2015), à la politique d'identité en tant que motif principal de la violence (R. Lemarchand, 2009), ou au rôle des incitations économiques en tant que facteurs de conflits et motivations des acteurs armés (P. Collier, 2000 ; K. Verweijen, 2015). De plus en plus, des recherches analysent la récurrence des groupes armés dans les pays en conflits armés (K. Vlassenroot et al., 2020). Cependant, l'impact de la violence et des conflits sur la paysannerie et les techniciens agricoles, notamment les déplacements forcés, le vandalisme des installations, l'arrêt des projets de développement agricole et la destruction du territoire en tant que lieu de vie paysanne font moins l'objet d'étude, et par ricochet, d'intérêt scientifique.

Dans le cas précis des paysans, loin d'être un produit de la nature, ils s'identifient à travers une série de revendications, de mobilisations, d'innovations et un mode de vie particulier (J-L. Peemans, 2002 ; J. C. Scott, 1985). Cela en fait des acteurs dynamiques qui (co) façonnent les conflits et contribuent aux différents processus qu'ils engendrent. Dans la littérature existante sur les groupes armés et les conflits violents, les paysans sont principalement définis dans deux rôles stéréotypés : soit comme des victimes impuissantes de conflits violents qui doivent être aidées à tout prix (Maedl et al. 2013) ; soit comme des complices opportunistes, souvent manipulés naïvement par des entrepreneurs politiques locaux ou nationaux (K. Conca et J. Wallace, 2009). Pourtant, les exemples de paysans ayant fait preuve de résilience dans les zones touchées par les conflits ne manquent pas.

Pour nourrir la réflexion sur le rapport entre conflits armés et paysans, et mieux, en s'intéressant aux techniciens, à la main-d'œuvre agricole et à la survie ou non des projets agricoles, la présente réflexion prend pour substrat le projet soja. Pensée dans une perspective volontariste

de lutte contre les disparités régionales, il s'agit d'une opération de développement des cultures du soja, du riz et du maïs ; laquelle a été développée dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire à partir de 1979¹. Nonobstant des dysfonctionnements notables (K. I. Yéo, 2010), il s'est, très vite, érigé en pôle de développement régional (Y. S. Affou, 2000 ; M. Yéo, 2021a). En septembre 2002, la zone du projet, à l'instar de l'ensemble du septentrion ivoirien, est occupée par une rébellion armée après un coup d'État manqué. Commence, dès lors, une crise sociopolitique qui impacte indubitablement le projet soja. En termes plus clairs, elle suscite une cessation brusque des activités du projet dans la zone de Touba-Odienné. Il a fallu attendre la visite d'État du président Laurent Gbagbo dans la région en 2009 pour que des espoirs de relance du projet soient suivis d'actions concrètes².

La question nodale que suscite l'analyse qui précède est la suivante : comment le surgissement de la crise sociopolitique de 2002 et le processus de sortie de paix qui s'en est suivi ont-ils dicté le destin du projet soja ? Le principal dessein du présent article est de cerner l'impact de la crise sociopolitique sur la pérennisation du projet soja dans le nord-ouest de la Côte d'Ivoire entre 2002 et 2009. Plus spécifiquement, il est question d'examiner les répercussions de la crise de 2002 sur les paysans, les techniciens, la main-d'œuvre, les installations et équipements du projet soja et ce, jusqu'en 2009.

La méthodologie élaborée allie la démarche classique de l'historien, c'est-à-dire la recherche documentaire, et l'approche sociologique par l'enquête de terrain. Le corpus mis à rude contribution est constitué, d'une part, de sources imprimées et de données bibliographiques

1. Le premier Projet Soja a consisté à créer des fermes semencières et à pré vulgariser le soja en milieu paysan de la région. Débuté en 1979, il a été mis en veilleuse en 1984. Trois raisons sont à l'origine de cette mesure. Elles concernent les résultats mitigés de la première phase pratique du projet entre 1979 et 1983, l'avènement de la crise économique de la décennie 1980 et la mise en œuvre de la politique nationale d'autosuffisance alimentaire. En 1988, un deuxième projet soja a été développé dans la région grâce à un financement subséquent du groupe de la Banque Africaine de Développement (BAD).

2. Mafoungbé Bamba (2009), « Relance du projet soja dans le Bafing : Gbagbo décaisse 500 millions de F CFA », in *Le temps*, n° 2373, du 21 juin 2009, p.6.

recueillies au siège du BNETD³, du CERAP⁴, du ministère de l'Agriculture et du quotidien du *Fraternité Matin* et d'autre part, de sources d'archives privées. Aussi un recours aux médias et données numériques a-t-il été nécessaire. L'espace numérique, ces dernières années, se révèle être riche en informations de toute nature en rapport avec la crise sociopolitique en Côte d'Ivoire entre 2002 et 2010, les visites d'État dans les régions du septentrion ivoirien, la relance du projet soja, etc.⁵. Quant à l'enquête de terrain, elle a été menée successivement en 2018, 2019 et 2021, et ce, en deux étapes : l'une à Abidjan et l'autre dans les régions du Bafing (Touba) et du Kabadougou (Odienné). À chacune de ces étapes, des paysans, des techniciens et des populations locales du Nord-ouest ont été interviewés selon la technique de l'entretien semi-dirigé, laquelle a consisté à poser les questions et donner le temps à l'interlocuteur de répondre (P. N'da, 2002; M. Beaud et F. Weber, 2003; J-P. Olivier de Sardan, 2008). Les données collectées ont été analysées à l'aune de la critique historique.

Trois articulations constituent l'armature du présent cheminement réflexif. La première s'évertue à montrer que la crise de 2002 a provoqué l'interruption des activités du projet soja dans le nord-ouest ivoirien. La deuxième étudie le rapport entre la rébellion armée et les paysans du projet. La troisième s'intéresse aux efforts contrastés de réactivation de la direction du projet entre 2004 et 2009 et ce, à la faveur du processus de sortie de crise.

3. Bureau National d'Études Techniques et de Développement.

4. Centre d'Action et de Recherche pour la Paix.

5. Nous en voulons pour preuve la kyrielle d'articles de presse en ligne sur la relance du projet soja, la crise sociopolitique en Côte d'Ivoire entre 2002 et 2010, les visites d'État dans les régions du septentrion ivoirien. Les sites internet de ces médias en ligne sont : www.rti.info; www.gouv.ci; www.afriksoir.net; www.agencecofin.com; www.financialafrik.com; www.apanews.net; www.news.abidjan.net; www.ivoiresoir.net.

1. Septembre 2002 en Côte d'Ivoire : mise en veilleuse des activités du projet soja dans la zone de Touba-Odienné

Dans la nuit du 18 au 19 septembre 2002, une tentative de coup d'État est orchestrée de manière simultanée à Abidjan (principale ville du pays et siège du gouvernement), Bouaké et Korhogo. Mis en échec dans la capitale économique, les putschistes se replient sur les deux dernières villes (K. Guessan, 2006). Peu après, elle se transforme en rébellion armée et se rend maîtresse de la Moitié Nord du pays (comprenant la zone d'implantation du projet soja, à savoir : le Nord-Ouest). Après les supputations des premières heures, un coin de voile est levé sur l'identité réelle des responsables de cette rébellion armée. Il s'agit d'ex-militaires tombés en disgrâce sous le régime de Guéï Robert et qui s'étaient réfugiés en majorité au Burkina Faso (A. Du Parge, 2003). Par la voie de leur secrétaire général, Guillaume Soro, ils exigent le départ du président Laurent Gbagbo, l'obtention de la nationalité ivoirienne par tous les habitants du pays sans exclusive, la fin de toutes les «injustices»⁶ dont seraient victimes les populations issues du Nord, mais aussi et surtout l'arrêt de l'emploi de l'idéologie de «l'ivoirité»⁷, jugée xénophobe. Déjà latente depuis les années 1990 avec l'apparition du concept belligène de l'ivoirité (F. Akindès, 2019), cette scission «nord-sud» du pays n'est que la résultante d'une exacerbation d'un climat de tensions et de méfiance entre les populations du Nord et du Sud du pays. Dans la zone de Touba-Odienné, si du vivant du président

6. Ces injustices sont entre autres : délit de faciès, brimades policières, destruction des cartes d'identité, la marginalisation du Nord du pays, la marginalisation des ressortissants du Nord dans les concours et les nominations aux postes de responsabilités.

7. L'ivoirité est un concept visant à définir la nationalité ivoirienne dans un processus de démocratisation et d'unification nationale d'une société ivoirienne en manque d'imaginaire «globalement national». Il s'appuie sur des notions culturelles et vise à promouvoir les cultures et des productions nationales. Mais très vite, le concept glisse vers l'exclusion. Il s'avère être un instrument politique et exclusionniste entre les mains des héritiers du père de la nation ivoirienne, Félix Houphouët-Boigny, qui l'utilisent à des fins électoralistes. Cf. Thiémélé Ramsès Boa (2003).

Houphouët-Boigny, des tensions et des frustrations liées aux défrichements des terres et à la sélection des paysans du projet avaient été gelées, la relative paix sociale dans la région a été mise à rude épreuve après son décès (Y. S. Affou, 2000). Et pour cause, un climat de suspicion et de défiance, sur fond de l'ivoirité, a vicié les rapports entre les acteurs du projet⁸.

Victimes de suspicion, de conscience excluante⁹, de défiance et de menaces de nature diverse, les populations originaires du Sud vivant dans le Nord ne sentent plus en sécurité après le 19 septembre 2002. Elles sont sidérées à l'idée d'être prises à partie par les forces rebelles. Or, une part notable des acteurs du projet soja, qu'il s'agisse des responsables, des techniciens (ingénieurs, superviseurs, encadreurs, conseillers de base, etc.), des employés, des paysans, des manœuvres, est issue du Sud forestier. C'est, donc, par instinct de survie et le plus naturellement du monde, qu'ils émigrent massivement vers la zone sud sous contrôle gouvernemental. S'il n'existe pas de données probantes à même d'estimer scientifiquement le nombre de «déplacés du projet soja», il ne serait pas vain de les évaluer à plus de la moitié des déplacés de guerre issus de la région du Nord-ouest, qui eux sont évalués à 1,7 million¹⁰.

Par ailleurs, l'exode des acteurs du projet soja, à partir du 19 septembre 2002, conforté par l'absence des autorités politiques, administratives et sécuritaires, ouvre la voie royale au pillage des équipements du

8. En guise d'exemple, les paysans malinké considèrent les techniciens du projet comme des étrangers à la région (des «gens du Sud», des «Baoulés») qui ne s'adressent à eux qu'en français (Amselle et al. 1991, p. 29). Aussi, sous le prétexte que plusieurs paysans allogènes du projet (Akan, Wè) ne sont pas des autochtones de «leur région», les populations autochtones (Malinké, Mahou) estiment que ceux-ci ne peuvent exploiter des plantes pérennes, au risque d'entraîner une occupation définitive, par les allogènes, d'une terre qui n'est pas la leur (Affou, 2000 : 21).

9. La «conscience excluante» ou solidarité à tonalité particulière se traduit par l'attitude qui consiste pour les Malinké à n'aider que ceux de leurs «frères» en dépit de toute règle de collaboration et des principes d'efficacité.

10. Ministère du Plan et du Développement (2009), *Côte d'Ivoire : Stratégie de Relance du Développement et Réduction de la Pauvreté*, Abidjan, Ministère du Plan et du Développement, 180 p.

projet par les rebelles. Pour avoir mené une enquête intensive et extensive sur le terrain, Kadokan Inza Yéo (2010, p.141) décrit, avec force détails, le bilan-diagnostic du matériel agricole vandalisé en ces termes : « 108 tracteurs, 53 charrues bi disques, 55 pulvérisateurs, 95 remorques de 3 tonnes, 96 herses de 3 mètres, 40 vibroculteurs, 24 semoirs et 12 atomiseurs ». Même le matériel de la culture attelée et de la brigade d'appui n'a pu échapper à la furia du pillage des équipements du projet soja. Ces équipements emportés de force ou vendus par des paysans du projet ont eu pour point de chute les pays limitrophes (Mali, Guinée)¹¹. Ce pillage n'a été possible qu'avec le concours notable de certains paysans et populations autochtones (Mahou et Malinké) de la région.

Au chapitre des infrastructures du projet, la situation n'est guère meilleure. Les bureaux de la direction du Projet Soja ont été saccagés, occasionnant la perte de la quasi-totalité des données techniques et économiques (M. Yéo, 2021 b, p.296). Dans le même élan, les fermes semencières, les usines de conditionnement des semences et les magasins des pièces de rechange des centres de formation ont été également dévalisés. À la suite du saccage des installations et des équipements du projet soja, et en raison de l'exode des techniciens du projet, la récolte de la campagne agricole de 2001/2002 n'a pu être menée à bien. Refusant que ces productions, parce que non récoltées à temps, pourrissent sur place, plusieurs paysans du projet originaires de la région ont tenté d'en sauver une partie. Munis ou non des moissonneuses-batteuses qu'ils ont pu soustraire au vandalisme ambiant des équipements du projet, ils ont essayé de procéder à la récolte de quelques parcelles agricoles¹². Mais, leurs initiatives ont été compromises par l'insécurité grandissante (les affrontements entre

11. *Archives privées de M. Sylla Mamadou*, ancien coordinateur du crédit agricole du Projet Soja dans la zone de Touba. Consultées à son domicile sis à la Riviera 2 (Cocody).

12. Entretien avec Bakayoko Miamo, agriculteur et ancien paysan du projet soja, 55 ans, le vendredi 08 février 2019 à l'ex-CFD de Touba; entretien avec Koné Daouda, agriculteur et ancien paysan du projet soja, 55 ans, le jeudi 07 février 2019 à Koro (Région du Bafing); Entretien avec Fofana Ibrahima, agriculteur et ancien paysan du projet soja, 63 ans, le samedi 09 février 2019 à Odienné.

rebelles et forces gouvernementales s'intensifiaient) et la pénurie de carburant.

Face à cette situation de peur généralisée, la BAD décide de délocaliser son siège à Tunis (Tunisie) et suspend, par la même occasion, ses décaissements à l'endroit du projet malgré l'accord de prorogation envisagée en mars 2003¹³. La fuite de personnel du projet non-originaire de la région, le saccage des installations et équipements du projet soja et la suspension des décaissements de la BAD pèsent lourdement sur la survie du projet. Toute chose suscitant la suspension de ses activités dans le Nord-ouest ivoirien. Chose étrange, bien que stigmatisés, plusieurs paysans allogènes ont décidé, toute de même, de rester sur place. Ces derniers ont adopté des réactions ambiguës d'autant qu'ils ont été soit des victimes impuissantes, soit des complices opportunistes ou ont, tout simplement, fait montre de résilience.

2. Les différentes attitudes des paysans du projet face à la crise sociopolitique de 2002 : entre exode, collaboration et résilience

Qualifiée de crise militaro-politique dès les débuts des affrontements entre les forces rebelles et les forces loyalistes en septembre 2002, elle s'inscrit dans la durée au regard du cessez-le-feu obtenu des belligérants en octobre de la même année et du marathon de sommets organisés pour y trouver une issue favorable. Passés les premiers instants d'euphorie, elle se mue, progressivement, en crise socio-politique.

Dans les premiers instants de la crise, les paysans du projet soja, ne sachant plus à quel saint se vouer, adoptent des attitudes ambivalentes à l'égard des insurgés corrélativement à leur ethnie, région d'origine et âge. Comme signifié plus haut, la plupart des paysans du projet non originaires de la zone de Touba-Odienné, donc allogènes, ont émigré vers la zone gouvernementale. Même, les paysans allogènes

13. Ministère de l'Agriculture (2004), *Situation des projets financés par la BAD*, Abidjan, Ministère de l'Agriculture, 105 p.

du projet, qui souhaitaient rester sur place et continuer à mettre en valeur leurs exploitations, ont dû se raviser et émigrer.

À ce sujet, le cas de Koffi Badou en est la parfaite illustration. En effet, admiré et adulé pour ses prouesses agricoles et financières au cours de l'exécution du projet soja, Koffi Badou a failli être victime de sa témérité. Dans le mois de novembre 2002, au plus de la fort de la crise sociopolitique, il avait décidé, contre toute attente, de demeurer sur son exploitation et de vaquer tranquillement à ses occupations. Il n'en fallait pas plus pour qu'il soit accusé d'espion à la solde de l'armée gouvernementale. Il n'a pu être épargné que sur l'intervention des femmes habitant la même plate-forme villageoise que lui. Mais, au fait, qui est Koffi Badou? Pourquoi cristallise-t-il autant de haine sur sa modeste personne?

Koffi Badou est né en 1932 et est originaire de Sakassou (centre du pays). Infirmier de formation, il a été recruté dans l'armée ivoirienne en 1974¹⁴. À 55 ans, il est admis à la retraite après des années de bons et loyaux services. Se sentant toujours d'aplomb et rêvant d'une retraite active, il retourne s'installer dans son village natal pour s'adonner à l'agriculture vivrière. C'est en y vivant qu'il apprend, via la radio et la télévision, que dans le cadre de l'implantation du projet soja dans la zone de Touba-Odienné à partir de 1988, un recrutement de paysans-candidats pour devenir des «Entrepreneurs Agricoles» est lancé. Intéressé par cette offre, Koffi Badou se présente au test de sélection des paysans-modèles du projet soja qui se déroule en octobre 1988 à l'Institut Agricole de Bouaké (IAB). Après avoir satisfait aux différentes épreuves, il est du nombre des 14 futurs agriculteurs-entrepreneurs sélectionnés¹⁵.

14. Entretien avec Silué Mèhin, coordinateur adjoint au Centres des Métiers Ruraux et ex adjoint à la mécanisation au projet soja, 54 ans, le mercredi 30 octobre 2018 à Abidjan.

15. Abel Doualy (1995), «Visite du chef de l'État au Nord-Ouest. Projets sucrier et soja : quel visage aujourd'hui?», in *Fraternité-Matin*, n° 9207 du vendredi 23 juin 1995, p.13.

Supposés gérer les Petites ou Moyennes Entreprises Agricoles (PMEA)¹⁶, ces derniers sont, en réalité, des paysans ayant une expérience acquise grâce à des pratiques antérieures ou de jeunes ingénieurs sortis des écoles de formation agricoles¹⁷. Le rôle de ces chefs d'exploitation est d'assurer la gestion intégrale de leur entreprise. Ils doivent constituer des références pour les paysans individuels des unités de production. Pour leur permettre d'atteindre cet objectif, ils ont bénéficié d'un stage en exploitation de trois mois en 1989 en France¹⁸. De retour au pays, ils sont installés dans la zone d'implantation du projet. En d'autres termes, sur un espace de 240 à 250 ha aménagés en aires de production, sont installés, un exploitant de type PMEa et quatre unités d'exploitant individuel, soit au total de 13 familles (J-L. Chaléard, 1996, p.383). À partir de l'installation de la promotion de paysans de 1990, le modèle d'exploitation type PMEa, est abandonné. Et pour cause ! Les PMEa prévus pour être des leaders et servir de modèle aux autres paysans à travers leurs savoir-faire et savoir-être techniques en agriculture intensive, en mécanisation et gestion du crédit agricole, n'ont pas été à la hauteur des attentes du projet.

En marge de ces bourrasques, Koffi Badou symbolise, à lui seul, la réalisation des objectifs assignés aux PMEa. Très vite, il s'érige au-dessus de la mêlée et est félicité pour ses performances agricoles. Ses comptes d'exploitations agricoles étaient toujours excédentaires. Maître d'une exploitation agricole de plus de 80 ha où il cultivait du soja, du riz et du maïs (G. Baum et al., 1999, p.49), il n'était pas

16. L'exploitation de type PMEa est composée de 50 à 60 ha de terres aménagées, d'une chaîne motorisée (tracteur de 52 CV et les outils agricoles d'accompagnement) et de machines agricoles (Andrade Guitierrez, 1988).

17. DCGTx (1995), *Projet Soja. Rapport préparatoire d'évaluation mi-parcours*, Abidjan, DCGTx, p.3.

18. L'objectif de ce stage est de leur faire effectuer des travaux (notamment ceux de la conduite et de l'entretien du matériel agricole) afin de leur apporter concrètement les savoir-faire et comportements nécessaires à la maîtrise de leur métier d'agriculteur-entrepreneur. Ainsi, 14 agriculteurs-entrepreneurs français acceptent d'accueillir un ou deux de ces futurs agriculteurs-entrepreneurs ivoiriens pour les intégrer à la vie de leur entreprise et les plonger véritablement au cœur des problèmes tels qu'ils se posent quotidiennement.

rare qu'il engrange des millions de F CFA comme revenu monétaire annuel. Pour s'en convaincre, il est de bon aloi de convoquer le témoignage du journaliste du quotidien gouvernemental *Fraternité Matin*, en la personne d'Abel Doualy. En reportage dans la région du nord-ouest à la faveur de la visite d'État du président Henri Konan Bédié, Abel Doualy rapporte que «le meilleur paysan du projet soja est Koffi Badou. Il s'est fait la bagatelle somme de 7 millions de FCFA à l'aide du Projet Soja lors de la campagne 1993-1994»¹⁹. Tout au long de l'exécution du projet soja, Koffi Badou et Bamba Bourahima sont reconnus et célébrés comme respectivement les meilleurs paysans des PMEAs et des paysans du type Exploitations familiales Agricoles (EFA).

Mais, à la différence du second, Bamba Bourahima qui est un autochtone (Mahou) de la zone d'implantation du projet, il n'en est pas de même pour Koffi Badou, qui est, du reste, un allogène baoulé. Sous ce prisme, le succès de ce dernier est mis au compte du «favoritisme» dont il bénéficierait par le truchement des techniciens du projet. S'il est vrai que ceux-ci sont, originaires dans leur majorité du Sud forestier, et sur cette base, pourraient accorder des «faveurs» à leur «frère» Koffi Badou, les exploits de ce dernier ne sauraient en être substantiellement redevables. Son succès est plutôt tributaire au respect strict des recommandations des encadreurs agricoles du projet en termes d'agriculture intensive, de mécanisation et de gestion du crédit agricole.

Quoi qu'il en soit les sentiments d'injustice ressentis par les populations locales à l'égard du projet (Y. S. Affou, 2000 ; M. Yéo, 2021b) sont attribués, en partie, à la solidarité à tonalité particulière des techniciens et des paysans du projet, originaires du Sud forestier. Lesquels ressentiments ont été envenimés par un contexte politique national altéré par les rivalités entre «les héritiers» pour le contrôle du pouvoir, après le décès du président Félix Houphouët-Boigny,

19. Abel Doualy (1995), «Visite du chef de l'État au Nord-Ouest. Projets sucrier et soja : quel visage aujourd'hui?», in *Fraternité-Matin*, n° 9207 du vendredi 23 juin 1995, p.13.

avec pour corollaire l'émergence du concept belligène de «l'ivoirité» (J-P. Dozon, 2000) et les affrontements liés au boycott actif de 1995 (L. Assouanga, 2016).

En septembre 2002, lorsque survient la crise sociopolitique, Koffi Badou, à la stupéfaction générale, décide de rester sur place. Très vite, des personnes difficilement identifiables ont rapporté des supputations aux rebelles le faisant passer pour un suppôt des forces gouvernementales. Autrement, il a été accusé d'être un espion. Sur cette base, il a été pris à partie par les forces rebelles. Konan Kouamé, technicien du projet, a rencontré à Abidjan en 2009 le nommé Koffi Badou qui lui a rapporté dans les menus détails les faits qu'il a vécu. Il tient le témoignage suivant :

Un jour de novembre 2002, Koffi Badou s'activait à faire sécher ses récoltes de soja, de riz et de maïs sur sa plate-forme. Soudain, il est encerclé par une dizaine de rebelles en arme que le soumettent à un interrogatoire draconien sur ses éventuels liens avec les militaires de Gbagbo [forces gouvernementales]. Ameutés par la présence de ses hommes en arme et pris de panique, les voisins de Koffi Badou s'invitent aux échanges pour démentir les rumeurs à son encontre. Malgré les dénégations, il est ligoté à un arbre de sa cour pour être passé au fil des armes. Il a fallu les supplications des femmes avoisinantes pour que les rebelles se ravissent à ouvrir le feu. C'est ainsi qu'il a échappé à la mort²⁰.

L'analyse à rebours de ces propos de Konan Kouamé sur la mésaventure de Koffi Badou montre, à n'en point douter, que les allogènes n'étaient pas à l'abri de suspicion de toutes sortes. Toute chose qui les met en danger comme ce fut le cas évoqué ci-haut. Une fois libre de ses mouvements, Koffi Badou s'empresse de fuir avec sa famille en direction d'Abidjan. À travers de l'histoire de Koffi Badou, c'est le procès qui est fait à l'allogène qui est mis en exergue. Aussi, les paysans du projet, en fonction de leurs origines ethniques, entretiennent des relations ambiguës face à la situation de crise qui

20. Entretien avec Konan Kouamé, sous-directeur de suivi-évaluation des projets au ministère de l'Agriculture et ex directeur de secteur au projet soja, 59 ans, le mercredi 08 octobre 2018 au Ministère de l'Agriculture.

prend pied dans le Nord ivoirien à partir de septembre 2002. Loin d'être un produit de la nature, il n'est pas vain de préciser que la paysannerie s'identifie à travers une série de revendications, de mobilisations, d'innovations et un mode de vie particulier (J-P. Peemans, 2002; J. C. Scott, 1985). Cela en fait un acteur dynamique qui (co) façonne les conflits et contribue aux différents processus qu'il engendre. C'est le cas des paysans autochtones et allochtones du projet soja qui sont nombreux à s'être abstenus de fuir.

Face à la menace rebelle, ces derniers ont adopté trois types d'attitude, somme toute, équivoques. La première attitude a consisté pour certains paysans allochtones/autochtones du projet à troquer leurs outils agricoles pour les armes²¹. Ils se sont fait enrôler comme rebelles. Ayant pris les armes et profitant de la situation délétère générale, ils ont été du groupe des insurgés qui ont procédé au saccage des infrastructures et équipements du projet soja. Comme deuxième attitude, d'autres paysans autochtones/allochtones ont abandonné leurs exploitations agricoles pour s'adonner à des activités du secteur tertiaire (commerce, transport, etc.)²². Enfin, plusieurs paysans sont restés de marbre à cette situation et ont continué, comme par le passé, leur vie d'agriculteur. Ils ont même fait preuve de résilience en profitant de cette situation de vandalisme pour acquérir gratuitement ou à vil prix des tracteurs, des outils agricoles et des moissonneuses-batteuses et ont même agrandi leurs surfaces agricoles.

En la matière, l'exemple le plus édifiant est celui de Bamba Bourahima. Auréolé de son titre de meilleur paysan de type EFA du projet soja et nanti de l'expérience acquise, ce natif du village de Gouaké dans le département de Koro (région du Bafing), crée avec des collègues

21. Entretien avec Bamba Bambatché, producteur de soja depuis 1989 à Touba (région du Bafing), 66 ans, le 03 décembre 2021 ; Entretien avec Bakayoko Miamo, producteur de soja à Touba (région du Bafing), 55 ans, le 17 juillet 2021 ; Entretien avec Silué Mèhin, coordinateur adjoint au Centres des Métiers Ruraux, 54 ans, le 22 février 2019 à Abidjan.

22. BNETD (2018 a), *Étude diagnostic de la zone de l'ancien projet soja*, Abidjan, BNETD, 79 p.

du projet, une coopérative de production de riz, de maïs et de soja²³. S'équipant d'une partie du matériel agricole du projet soja, ils ont eu le temps d'agrandir considérablement leurs surfaces agricoles et transforment la coopérative en une société agricole dénommée «*Soadi*», signifiant dans le dialecte local (*Mahou*, sous-groupe *Malinké*) «il fait bon vivre au village»²⁴.

Cette brève description des postures ambiguës des paysans allochtones et autochtones du projet demeurés dans la région ne saurait fait ombrage à l'indigence de la majorité des leurs, autochtones, allochtones et allogènes, qui ont vu leurs conditions de vie se dégrader. Ceux qui ont émigré, ont tout perdu et ont dû répandre de nouveau leur vie. Espérant une prise des activités dès que le calme serait revenu, le ministère de l'Agriculture a décidé de la réactivation de la direction du projet soja et sa relocalisation à Abidjan.

3. La relocalisation de la direction du projet soja à Abidjan à la faveur du processus de sortie de crise : un service minimum (2004-2009)

Lorsque survient la crise de 2002, la majorité des agents du projet, par peur des représailles, émigrent vers la zone gouvernementale. Une fois en sécurité, ils se rendent à Abidjan, au ministère de l'Agriculture, pour exprimer leur volonté de se mettre à la disposition de l'État. Leur requête reste lettre morte sous prétexte de la persistance de la crise sociopolitique. En revanche, les agents du projet soja ayant le statut de fonctionnaire sont réaffectés dans d'autres structures dudit ministère.

Après les signatures des accords de Marcoussis (26 janvier) et d'Accra II (3 juillet) ainsi que la proclamation de la fin de la guerre civile en Côte d'Ivoire (7 avril) au cours de l'année 2003, le ministre de l'Agriculture d'alors, Sébastien Dano Djédjé, se dit favorable à une réactivation du projet. Dans cette optique, l'idée de reconstituer la direction du projet soja est envisagée. Ainsi, en janvier 2004,

23. Entretien avec Bamba Bourahima, producteur de soja depuis 1989, 65 ans, à Koro (région du Bafing), le 03 décembre 2021.

24. <http://soadigroup.e-monsite.com/> (consulté le 17/08/2022 à 13 h 56).

une cellule restreinte, composée de 30 agents de l'ex-projet soja (fonctionnaires et contractuels) est mise en place²⁵. Un local, faisant office de direction du projet, est affrété à la Riviera 3. La cellule restreinte est dotée d'un budget annuel de fonctionnement de 100 millions de F CFA²⁶. En réalité, il s'agit ni plus ni moins d'une relocalisation du projet soja à Abidjan. Les missions assignées à cette cellule est la suivante : préparer les conditions de la relance du projet et mise à disposition des demandeurs (paysans du projet restés sur place) des semences de soja de qualité.

Bien que cette feuille de route paraisse aisément réalisable, des frictions naissent au sein de l'équipe dirigeante pour deux principales raisons. La première concerne les revendications des ex-agents contractuels du projet soja, dont certains font partie intégrante de la cellule restreinte faisant office de direction du projet, pour le paiement de leurs indemnités de licenciement. En effet, sur insistance du bailleur de fonds principal du projet soja (BAD), les droits de licenciement de l'ensemble du personnel estimés à 179 millions F CFA devaient être apurés au plus tard le 31 mars 2002²⁷. Cette enveloppe a été jugée insuffisante pour les 286 agents composés de 55 cadres supérieurs, 35 agents de maîtrise et 196 employés et ouvriers. Elle représente une moyenne de 630 000 F CFA par agent ayant une ancienneté de plus de 10 ans pour la plupart²⁸.

Au regard du niveau assez faible des droits (la somme d'argent), et de l'évaluation du coût de la vie, il a été arrêté en accord avec les

25. *Archives privées de M. Sylla Mamadou*, ancien coordinateur du crédit agricole du Projet Soja dans la zone de Touba. Consultées à son domicile sis à la Riviera 2 (Cocody).

26. Entretien avec Bamba Bourahima, sous-directeur de la relance du projet soja et ex technicien de la ferme de Sokourala, 65 ans, le vendredi 29 décembre 2018 à Abidjan.

27. Mamadou Sylla; Siramana Dembélé (2009), *Bilan-diagnostic de l'ancien projet soja et propositions de relance*, Abidjan, N. p, p.11.

28. Lettre du Collectif des Déflatés du Projet Soja adressée à Monsieur le Président de la République portant Doléances des déflatés du Projet Soja pour le paiement de leurs dus sur les restes à payer, 2009, p.1.

syndicats des agents, des mesures d'accompagnement d'un coût global de 587 millions F CFA pour le volet social des déflatés²⁹. Ces mesures avaient été acceptées, de commun accord, par les deux parties à savoir : la BAD et l'État de Côte d'Ivoire à la condition que ce financement se fasse sur le reliquat du prêt N °B/CIV/AGR/98/17 (G. Baum et al., 1999, p.34). Depuis décembre 2002, le dossier a été engagé et approuvé au niveau du trésor et les Demandes de Retrait de Fonds (DRF) transmises à la BAD pour décaissement. Sauf que cette action a coïncidé avec la délocalisation de la BAD à Tunis en raison de la crise politico-militaire que traverse la Côte d'Ivoire avec pour conséquence la suspension des décaissements. En situation de chômage, ces agents vivent une situation des plus dramatiques : perte des biens et des acquis matériels, disparition des membres de certaines familles d'agents et décès enregistrés parmi les agents au chômage.

La seconde raison de la crise au sein de la cellule restreinte du projet soja est la gestion décriée du directeur du projet, Kouamé Koffi. En effet, les 30 agents recrutés pour constituer la cellule restreinte et ayant travaillé régulièrement toute l'année 2004 n'ont perçu que 4 mois de salaire sur 12, soit 8 (huit) mois d'arriérés de salaires à régulariser pour un montant de 78 646 326 F CFA. En 2005, le personnel passe de 30 à 18 agents, le directeur réduit d'au moins 50 % les salaires de 30 194 944 F CFA sans aucune justification légale³⁰. À cela, se greffent les accusations de détournements par le directeur du projet soja³¹, les missions réalisées dont les frais sont restés en souffrance (impayés) depuis 2002 et les cotisations CNPS³² de 2002, 2003, 2004 et de 2005 déjà prélevées et non versées.

29. *Archives privées de M. Sylla Mamadou*, ancien coordinateur du crédit agricole du Projet Soja dans la zone de Touba. Consultées à son domicile sis à la Riviera 2 (Cocody).

30. Lettre du Collectif des Déflatés du Projet Soja adressée à Monsieur le Président de la République portant Doléances des déflatés du Projet Soja pour le paiement de leurs dus sur les restes à payer, 2009, p.2.

31. Le directeur du projet soja d'alors, Kouamé Koffi, est accusé d'avoir détourné à son seul profit les bons d'essences destinés au projet soja.

32. Caisse Nationale de Prévoyance Sociale.

De ces deux raisons, la seconde se présente avec acuité d'autant plus qu'elle crée un climat de suspicion et de défiance entre le directeur et son «clan» et ses détracteurs. La virulence des tensions est telle que l'Inspection Générale d'État (IGE) s'est autosaisie du dossier en 2006. Après des mois d'enquêtes, le rapport de l'IGE, dont il nous a été difficile de nous en procurer eu égard à sa sensibilité, est sans appel. La gestion du directeur est assortie de plusieurs irrégularités. Une fois informé, le ministre de l'Agriculture d'alors, Amadou Gon Coulibaly, limoge le directeur du projet et nomme en lieu et place un ancien agent du projet qui avait été licencié plutôt (1995), Bazoumana Fofana³³. C'est à lui que revient la charge de conduire la cellule restreinte faisant office de direction du projet comme il en sera question dans la suite du texte.

À l'analyse, la tentative de relocalisation de la direction du projet soja à Abidjan n'a pas pu produire les effets escomptés tant les tensions sont vites apparues au sein de la cellule restreinte. Après la nomination du nouveau directeur, Bazoumana Fofana, le service minimum est assuré. Ce statu quo est préservé jusqu'à la visite d'État du président Laurent Gbagbo dans les régions du Bafing (Touba) et du Kabadougou (Odienné) du 07 au 20 juin 2009 où le projet soja est remis en selle. Laquelle visite revêt un intérêt singulier eu égard à la crise sociopolitique débutée en 2002 et l'occupation de la zone Centre-Nord-Ouest (CNO) par les Forces Nouvelles (FN)³⁴. Pour consolider le processus de sortie de crise enclenché depuis janvier 2003, affirmer le retour de l'État et initier des actions de développement, le président Laurent Gbagbo et son chef de gouvernement, Guillaume Soro, ont entamé une série de visite d'État dans la zone CNO dont la première a eu pour théâtre la région des Savanes du 28 au 30 novembre 2007.

33. Entretien avec Manni Zogbé, sous-directeur de la mécanisation agricole, 57 ans, le lundi 12 mars 2019 au ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

34. Il s'agit de la nouvelle dénomination des rebelles au sortir de l'accord de Linas-Marcoussis de janvier 2003.

La visite d'État du président Laurent Gbagbo, à proprement dite, commence par l'étape de la région du Bafing (Touba) le 7 juin 2009. Au cours de celle-ci, il sillonne les localités de Booko, Borotou, Guintéguela, Koonan, Waninou, Koro. Le meeting de clôture de la visite est organisé dans la ville de Touba, le 16 juin 2009. Sur les lieux, en réponse aux doléances des élus locaux, le président annonce, dans une liesse populaire, la ferme volonté politique de l'État de relancer le projet soja. Sur le champ, il promet la somme de «500 millions de F CFA»³⁵ aux paysans du projet soja sinistrés (victimes de la crise sociopolitique). De ce qui précède, il importe, donc, de mettre en lumière les coulisses du séjour du président Laurent Gbagbo dans la région du Bafing pour comprendre un tel regain d'intérêt et d'attention pour le projet soja.

Conclusion

En définitive, la présente étude a mis en exergue les répercussions de la crise de 2002 sur les paysans, les techniciens, la main-d'œuvre, les installations et équipements du projet soja et ce, jusqu'en 2009. Cette crise a porté un sérieux coup de semonce à la survie du projet. Symbolisant la «descente aux enfers» du projet soja, elle a provoqué les déplacements forcés d'un nombre notable de paysans, techniciens, ouvriers agricoles et a ouvert la voie au saccage des installations et des équipements du projet soja. Bien que stigmatisés, plusieurs paysans allogènes ont décidé, toute de même, de rester sur place. Ces derniers ont adopté des réactions ambiguës d'autant qu'ils ont été soit des victimes impuissantes, soit des complices opportunistes ou ont, tout simplement, été résilients.

Enhardi par le processus de paix entamé dès janvier 2003, le ministère de l'Agriculture n'a pas ménagé d'efforts pour remettre en activité la direction du projet en janvier 2004 en prélude à une éventuelle relance dudit projet.

35. Mafoumgbé Bamba (2009), «Relance du projet soja dans le Bafing : Gbagbo décaisse 500 millions de F CFA», in *Le temps*, n° 2373... *Op.cit.*, p.6.

Toutefois, il appert que cette tentative de relocalisation de la direction du projet soja à Abidjan n'a pas pu produire les effets escomptés tant les tensions sont vites apparues au sein de la cellule restreinte mise en place. La survie de cette cellule restreinte est restée problématique jusqu'à la visite d'État du président Laurent Gbagbo dans les régions du Bafing (Touba) et du Kabadougou (Odienné) du 07 au 20 juin 2009. À cette occasion, la relance du projet soja fait l'objet d'une attention particulière de la part du gouvernement ivoirien.

Sources et Bibliographie

Sources orales

N°	Nom et Prénom(s)	Date et lieu de l'entretien	Qualité et profession	Age
1	Bakayoko Miamo	Le 17 juillet 2021	Producteur de soja à Touba (région du Bafing)	59 ans
2	Bamba Bambatché	Le 03 décembre 2021	Producteur de soja depuis 1989 à Touba (région du Bafing)	69 ans
3	Bamba Bourahima	Le vendredi 29 décembre 2018 à Abidjan	Sous-directeur de la relance du projet soja et ex technicien de la ferme de Sokourala	68 ans
4	Fofana Ibrahima	Le samedi 09 février 2019 à Odienné.	Agriculteur et ancien paysan du projet soja	61 ans
5	Konan Kouamé	Le mercredi 08 octobre 2018 au Ministère de l'Agriculture	Sous-directeur de suivi-évaluation des projets au ministère de l'Agriculture et ex directeur de secteur au projet soja	64 ans
6	Koné Daouda	Le jeudi 07 février 2019 à Koro (Région du Bafing)	Agriculteur et ancien paysan du projet soja	63 ans
7	Manni Zogbé	Le lundi 12 mars 2019 au ministère de l'Agriculture et du Développement rural	Sous-directeur de la mécanisation agricole	64 ans
8	Silué Mèhin	Le 22 février 2019 à Abidjan	Coordinateur adjoint au Centres des Métiers Ruraux	63 ans

Sources imprimées

ANDRADE GUTIERREZ, *Projet de vulgarisation de la culture de Soja*, Abidjan, DCGTx, 1988.

Archives privées de M. Sylla Mamadou, ancien coordinateur du crédit agricole du Projet Soja dans la zone de Touba. Consultées à son domicile sis à la Riviera 2 (Cocody).

BAMBA Mafoumbé, «Relance du projet soja dans le Bafing : Gbagbo décaisse 500 millions de F CFA», in *Le temps*, n° 2373, du 21 juin 2009, p.6.

BNETD, *Étude diagnostic de la zone de l'ancien projet soja*, Abidjan, BNETD, 2018.

DCGTx, *Projet Soja. Rapport préparatoire d'évaluation à mi-parcours*, Abidjan, DCGTx, 1995.

DOUALY Abel, «Visite du chef de l'État au Nord-Ouest. Projets sucrier et soja : quel visage aujourd'hui?», in *Fraternité-Matin*, n° 9207 du vendredi 23 juin 1995, p. 13.

Lettre du Collectif des Déflatés du Projet Soja adressée à Monsieur le Président de la République portant Doléances des déflatés du Projet Soja pour le paiement de leurs dus sur les restes à payer, 2009.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, *Situation des projets financés par la BAD*, Abidjan, Ministère de l'Agriculture, 2004, 105 p.

MINISTÈRE DU PLAN ET DU DÉVELOPPEMENT, *Côte d'Ivoire : Stratégie de Relance du Développement et Réduction de la Pauvreté*, Abidjan, Ministère du Plan et du Développement, 2009, 180 p.

Références bibliographiques

AFFOU Yapi Simplicie, 2000, *Étude socio-économique et foncière dans les zones du Projet Soja (Odienné et Toubra)*, Abidjan, BNETD/Plan Foncier Rural.

AKINDES Francis, 2019, *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, CODESRIA.

AMSELLE Jean-Loup, FREUD Claude, BULTEAU Paul *et al.*, 1991, *Évaluation du programme soja*, Abidjan, MINAGRA/DCGTx.

ASSOUANGA Kouakou Laurent, 2016, «Le Boycott : Facteurs, Enjeux et Impact sur les processus électoraux en Côte d'Ivoire de 1990 à 2016», *Revue Ivoirienne Histoire*, n° 27, pp.5-18.

BAUM Gartner *et al.* 1999, *Étude socio-économique sur la viabilité des réalisations du Projet Soja. Rapport final*. Abidjan : Dg Agro Progress International/BAD.

- BEAUD Stéphane, Weber Florence, 2003, *Guide de l'enquête de terrain*, Paris, La Découverte.
- BOA Thiémélé Ramsès, 2003, *L'ivoirité entre culture et politique*, Paris, Harmattan.
- CHALEARD Jean-Louis, 1996, *Temps des villes, temps des vivres : l'essor du vivrier marchand en Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala.
- COLLIER Paul, 2000, « Ethnicité, politique et performance économique », *Economics and politics*, Tome 12, Numéro 3, pp.225-245.
- CONCA Ken and WALLACE Jennifer, 2009, « Environment and Peacebuilding in War-Torn Societies: Lessons from the UN Environment Programme's Experience with Postconflict Assessment », *Global Governance*, vol. 15, no. 4, pp.485–504.
- DOZON Jean-Pierre, 2000, « La Côte d'Ivoire au péril de l'ivoirité » in *Afrique contemporaine*, n° 193 du 1er trimestre 2000, pp.13-23.
- DU PARGE Agnès, 2003, *Parmi Les Rebelles : Carnets de route en Côte d'Ivoire, 19 septembre 2002 - 19 septembre 2003*, Paris, Harmattan.
- GUESSAN Kouadio, 2006, « Le rôle de l'armée ivoirienne pendant la rébellion armée (19 septembre 2002-4 juillet 2003) », Alain Tirefort (dir.), *Guerres et paix en Afrique noire et à Madagascar : XIXe et XXe siècles*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, pp.34-51.
- HERMENAU Katharin, HECKER Tobias, MAEDL Anna, SCHAUER Maggie, ELBERT Thomas, 2013, « Growing up in armed groups: trauma and aggression among child soldiers in DR Congo », *European Journal of Psychotraumatology*, vol.4, Numéro 1, pp.1-9.
- LEMARCHAND René, 2009, *The Dynamics of Violence in Central Africa*, Philadelphia, University of Pennsylvania Press, 2009.
- N'DA Paul, 2002, *Recherche et méthodologie en sciences sociales et humaines. Réussir sa thèse, son mémoire de master ou professionnel et son article*, Paris, Harmattan.
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 2008, *La rigueur du qualitatif. Les contraintes empiriques de l'interprétation socio-anthropologique*, Bruxelles, Academia Bruylant.

- PEEMANS Jean-Philippe, 2002, *Le développement des peuples face à la modernisation du monde. Les théories du développement face aux histoires du développement « réel » dans la seconde moitié du XXe siècle ?*, Paris, Harmattan.
- SCOTT James C., 1985, *Les armes des faibles : les formes quotidiennes de la résistance paysanne*, Yale, Yale University Press.
- VERWEIJEN Judith ; WAKENGE Claude Iguma, 2015, *Comprendre la prolifération des groupes armés dans l'Est du Congo* (Document d'information du PSRP n° 7), Londres, Institut de la Vallée du Rift.
- VLASSENROOT Koen, MUDINGA Emery, MUSAMBA Josaphat, 2020, « Navigating Social Spaces: Armed Mobilization and Circular Return in Eastern DR Congo », in *Journal of Refugee Studies*, Volume 33, Numéro 4, pp.832-852.
- YEO Mamadou, 2021a, « Le Projet Soja-BAD et le développement du Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire (1988-2002) », *Revue PASRES*, n° 30, pp.183-196.
- YEO Mamadou, 2021 b, *Le Projet Soja et le développement du Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire (1979-2002)*, Thèse unique de doctorat d'histoire économique et sociale, Université Félix Houphouët-Boigny.
- YEO Kadokan Inza, 2010, *Système de mécanisation agricole dans le Projet Soja : Bilan-diagnostic et définition des actions à mener dans le cadre de la relance du projet*, Mémoire de fin d'études professionnelles, BNETD/INPHB.

Sommaire

Mian Newson Kassy Mathieu Assanvo Perception platonicienne de la médecine diététique de Hérodicos de Sélymbrie.....	7
Patrick Joël Adjivessode «En Afrique, le roi a droit de vie et de mort sur ses sujets» : contresens et sens d'une affirmation....	25
Kokou Apegnon Lepays bèdrè (Centre-Togo) du milieu du XVIIe siècle à la veille de la conquête coloniale.....	51
Kassi Pascal Tano Éviction des Africains du secteur forestier (1880-1930) : le début d'une spécialisation sociale du travail en milieu rural en Côte d'Ivoire	71
Alain Konan Brou Arthur Verdier : l'action d'un simple négociant rochelais pour la sauvegarde des intérêts français en Côte d'Ivoire durant la période coloniale	91
Fabrice Nfoule Mba De la construction d'un modèle de gestion « transthéorique » à partir de l'évolution des fonctions publiques des XIXe et XXe siècles	109
Arnaud Achille Gbènassou Gnidehou Approche historique du phénomène des enfants placés dans les groupes socioculturels au Bénin : quel regard sur les <i>Omo Odo</i> en milieu yorouba à Porto-Novo (1990-2010) ?.....	133
Prince Nico Tchoudja Migrants du septentrion camerounais et commerce des pattes et queues de bœufs à Yaoundé : incidence sanitaire et environnementale entre 1994 et 2021.....	153
Mamadou Yeo Le projet soja à l'épreuve de la crise sociopolitique en Côte d'Ivoire (2002-2009).....	179
Thierry Hugues Adoubi, Hyacinthe Digbeugby Bley L'Église catholique en Côte d'Ivoire face aux enjeux de l'élection présidentielle (2016-2020).....	203

ISSN 2303-9132

ISBN 978-2-9586921-0-0



Prix de vente au numéro : 21 € / 13 500 FCFA